

*Initiatives ministérielles*

ples d'infrastructures municipales qui s'écroulent aux États-Unis. Au Canada, les municipalités ont conçu des programmes d'infrastructure que le gouvernement a malheureusement rejetés d'emblée.

Le gouvernement devrait investir l'énergie qu'il consacre à la taxe sur les produits et services à établir un régime fiscal équitable, afin d'aider les secteurs de notre économie qui sont en difficulté, en nettoyant les usines de pâte à papier par exemple, ou en plantant des arbres, en diversifiant l'économie de certaines régions du pays.

Pensez-y un peu. Si le gouvernement avait tenté tout au long de l'année d'aider les pauvres, d'offrir des emplois et de l'éducation aux jeunes, de planter des arbres, d'assainir notre environnement, il aurait amélioré notre condition, au lieu de causer des ravages dans notre économie, comme il le fera au cours du premier semestre l'an prochain. Le projet de loi C-52 ne fait que maintenir la protection déjà accordée aux riches.

Avec les solutions que notre parti a proposées et la façon dont nous les avons communiquées au Parlement, la population commencera à voir clair dans les tergiversations des libéraux et des conservateurs au sujet de la TPS et du projet de loi C-52. Elle verra le message clair qu'émet notre parti. Je sais qu'elle nous appuiera.

• (1820)

**M. Gustafson:** Monsieur le Président, le député néo-démocrate semble dire qu'il est en faveur des REER, mais qu'il est contre le relèvement des plafonds de cotisation. Il veut en fait appliquer l'idée socialiste de l'égalité de tous dans la pauvreté. Or, c'est une idée qui est rejetée un peu partout dans le monde, en Europe de l'Est et ailleurs. Il est clair que le NPD ne comprend pas l'importance d'investir notre argent dans notre propre pays.

Pourquoi le député s'oppose-t-il à ce que les Canadiens investissent leur argent dans leur pays, pour le plus grand bien de tous les Canadiens? Je crois que ce parti devrait repenser tous ses principes. Les libéraux et les néo-démocrates s'entendent comme larrons en foire. Ils se querellent pour savoir qui forme l'opposition, mais ils n'ont pas vraiment expliqué comment ils s'y prendraient pour relancer les investissements au Canada.

**M. Gardiner:** Monsieur le Président, un député a dit que ce n'était pas la peine de répondre à la question. Ce n'est pas juste de traiter ainsi les conservateurs, qui ont aussi droit à des réponses.

Le député a soulevé quelques points dans la question qu'il m'a posée, dont le rejet en Europe des idéaux du NPD. En fait, c'est le contraire qui se produit. La population européenne rejette les idées extrémistes de la gauche comme de la droite. Dans le monde entier, les idées de la social-démocratie et de l'économie mixte sont plus largement acceptées que jamais. Il est ridicule de croire, comme les gens d'en face, que les Européens de l'Est se convertissent au capitalisme. Je sais pas si on peut encore parler de capitalisme de nos jours. Nous connaissons par contre l'efficacité de la social-démocratie, de l'économie mixte, ce que notre parti défend depuis des années.

Le député a également parlé du seuil de pauvreté, comme si, sous un gouvernement néo-démocrate, nous allions tous porter des vêtements gris. Le député avait peut-être raison, il ne valait peut-être pas la peine de répondre à cette question, mais je peux lui recommander certaines lectures générales sur le sujet. Sur ce point en particulier, il y a un groupe de personnes qui se sont rassemblées dans notre pays et ailleurs, y compris dans certains pays européens dont il a parlé, et qui ont aidé les gens à lutter contre la pauvreté.

Je veux parler du mouvement syndical canadien. Nous n'avons pas à nous excuser de travailler en étroite collaboration avec les syndicalistes. Les syndicats se sont battus pour faire en sorte que les travailleurs jouissent de la justice et de l'égalité, de bons salaires et de bonnes conditions de travail, pas comme le parti d'en face qui profite de toutes les occasions pour s'en prendre aux syndicats et leur infliger des coups. Les députés d'en face seraient prêts à supprimer tous les avantages de la syndicalisation, tout comme ils seraient prêts à supprimer tous les avantages de la médecine socialisée.

Comme mon collègue d'Esquimalt—Juan de Fuca le dit toujours si clairement, s'ils ne sont pas contents, ils peuvent toujours déchirer leur carte d'assurance-maladie. On sait qu'ils ne le feront pas, monsieur le Président.

Nous avons dit bien clairement que la mesure législative aide les riches. Nous allons ralentir l'étude de cette mesure proposée par le gouvernement actuel tout comme nous luttons contre la TPS, car nous voyons encore une fois les conservateurs et les libéraux en train de protéger leurs riches amis.

**M. Kristiansen:** Je voudrais demander à mon collègue d'élucider un peu plus certains de ses propos.